

CONGRES DE L'UNION DES PARTIS SOCIALISTES
DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, BRUXELLES

VENDREDI 10 FEVRIER 1989

discours de Pierre MAUROY

Cher Président,

Chers camarades,

Chers amis,

Se préparer aux mutations d'un monde en changement?
Avons-nous jamais rien fait d'autre ? Cette attitude
n'est-elle pas commune par-delà la diversité de nos partis,
de nos traditions et de nos situations nationales à tous les
socialistes? *

Le socialisme, ainsi que l'écrivait François
MITTERRAND, il y a dix ans, n'est pas un but, il est un

devenir.

Ce congrès de l'Union qui prépare des élections européennes dont chacun mesure l'importance particulière, vient à son heure. Il se place à un moment particulièrement important de l'évolution de la politique mondiale, et finalement au confluent de bien des évolutions de nos propres pensées concernant l'avenir du socialisme. Davantage encore il est le manifeste pour des élections qui seront pour la première fois vraiment européennes. Jusqu'ici nous avons mené des élections nationales sur le thème européen pour élire des députés à l'assemblée européenne.

Jamais en effet il ne s'est agi autant d'équilibrer le respect de notre identité aux grandes mutations en cours.

On est toujours fragile quand, face aux mutations, on choisit de bouger pour mieux assurer l'avenir. Il faut à la fois surmonter les écueils du présent et déjà mesurer l'ombre portée de ce que sera demain. Mais on serait inconséquents et certains de l'échec si on ne le faisait pas.

*

* *

Dans le Manifeste, bien sûr, les mutations sont prises en compte.

Ces mutations majeures qui nous concernent, je me contenterai ici de les esquisser. **Mutations politiques tout d'abord.** L'année 1988 a été exceptionnelle. Sommes-nous pour autant au seuil de la paix?

Les discussions sur le désarmement se sont intensifiées et diversifiées. Pour la première fois les grandes puissances ont conclu un accord sur la diminution du stock d'armes. Des terrains nouveaux sont explorés, en particulier dans le domaine des armes chimiques pour lesquelles la conférence de Paris a permis de faire reculer un épouvantable risque.

La politique de M. GORBATCHEV a du souffle! Si elle exaspère une partie des classes dirigeantes soviétiques, je partage la conviction de ceux qui à l'Est attendent beaucoup et craignent parfois pour la glasnost et la perestroïka. En tous cas, lorsque Lech WALESA s'est rendu en France, ce fut un point majeur de son discours.

Progrès du modèle démocratique aussi, en Afrique et surtout en Amérique Latine. L'archipel de la démocratie, c'est en quelque sorte "poldérisé" de quelques arpents de liberté. Et les socialistes ont été à la hauteur de leur mission dans plusieurs pays et tout particulièrement au Chili où j'espère le dictateur ne résistera pas au symbole même de ce que représente cette année 89 et sera ...

Mais au total cette embellie politique reste très dépendante de l'évolution du dialogue soviéto-américain. Et l'on peut regretter l'absence de l'Europe qui ne jouera un rôle véritable qu'avec la construction politique européenne. Et il nous faudra approfondir et nos idées et notre coordination au sein de l'Union et notre action pour atteindre l'objectif de notre légitime ambition.

Mutation d'un système économique ensuite. Le capitalisme, c'est vrai, ne répond plus aux définitions anciennes. Il s'est en fait éloigné de son modèle théorique. La prépondérance financière est désormais plus décisive que la mutation industrielle en cours.

Et vous le savez, trop souvent, l'argent ne produit l'argent que par la spéculation. Cette évolution est source de nouvelles fragilités. C'est pourquoi les problèmes techniques liés à la maîtrise des mouvements de capitaux deviennent considérables et nous imposent une coopération qu'il faut sans cesse renforcer entre nos Etats, faute de quoi nous mettrions en danger la construction en cours de notre édifice européen .

J'évoque rapidement l'immensité des problèmes liée à ces 1200 milliards de dollars d'endettement international. Ils constituent une inacceptable pression sur les pays en voie de développement, mais aussi un danger grave pour l'ensemble du système financier mondial. Ne nous appartient-il pas, après le sommet des pays industrialisés de Toronto, après la réunion du FMI de Berlin, d'aller encore plus loin. Le chemin dans ce domaine a été tracé en notre nom au niveau de l'Internationale Socialiste par Willy BRANDT, il nous appartient d'aller plus loin encore.

Qui gouverne l'économie mondiale ? En octobre 1987, le monde stupéfait apprenait, après le gigantesque krach

boursier, le rôle nocif des ordinateurs!

Qui arbitre ? Et surtout en fonction de quels critères ?

Le poids des financiers assure qu'on le veuille ou non, la prééminence du court-terme, il autorise - et c'est plus grave encore - la faveur de l'argent facilement gagné sur l'orientation à long terme de la politique industrielle. Ce qui nous heurte dans ce système erratique, ce sont ces OPA hostiles qui démentèlent des entreprises pour mieux dépecer la plus-value de leurs actions! C'est la loi brutale de la jungle qui est celle des raiders. Le raide n'a qu'une seule finalité, la fontaine magique de l'argent!

Dans le même temps, nous savons tous, je le lis en tous cas dans chacune de nos motions, je le lis dans un discours important de Hans Joachim VOGEL, devant L'IG-METALL. Nous savons tous l'importance des grandes découvertes technologiques et les problèmes qu'elles posent pour leur mise en oeuvre industrielle.

Pour la première fois peut-être, en matière civile, la connaissance ne doit pas nécessairement déboucher sur l'application industrielle. La menace de grand désastre

écologique existe, et n'épargne aucune frontière! Tchernobyl nous l'a montré. La biologie nous confronte à d'immenses interrogations éthiques qu'aucun marché ne saura résoudre.

Avec le foisonnement de ces nouvelles techniques, que l'évolution économique du monde et disons-le devant l'incapacité qui a été la nôtre de proposer un modèle de production viable, s'éteint le vieux débat qui jadis nous opposait. Le marché nous l'acceptons tous. " l'économie de marché" n'est pas un bon système, il n'en est pas de meilleur, mais nous en refusons tous et les défaillances et les injustices et les inégalités qu'il engendre. Bien sûr que l'on peut s'interroger sur la crédibilité d'un modèle économique qui laisse sur le bord de la route 12 millions de chômeurs en Europe ? Oui, il nous reste beaucoup à inventer, beaucoup à chercher, beaucoup à découvrir.

Mutations politiques, économiques technologiques, J'ajoute mutations d'ordre cultur

Le politique est en crise aujourd'hui. L'individualisation des conduites, le repli égocentrique sur le moi qui caractérise nos citoyens, le refuge que certaines catégories sociales croient trouver dans les extrêmes, et en particulier, et en

particulier dans une extrême droite nostalgique et parfois terrifiante quant aux idées.

Le péril le plus grave que nous encourrons, c'est cette montée de l'indifférence, cette aggravation des scepticismes qui explique en partie une abstention grandissante. Au-delà de toutes nos différences nationales, il y a donc nécessité de retrouver le goût du débat idéologique, pour accompagner l'évolution de notre société. Nos amis espagnols l'ont engagée. Le parti socialiste Français s'est placé dans la même voie et nous tiendrons en 1990 un grand congrès qui sera celui de notre ligne idéologique, de l'adaptation de notre doctrine, du message du socialisme de l'An 2.000.

*

* *

Nos réponses

Ces évolutions, j'allais dire ces défis, jetés à l'ensemble des sociétés occidentales, c'est pour beaucoup à nous-mêmes socialistes et sociaux-démocrates qu'il est demandé de les relever. Notre réponse tient en deux phrases :

Faire l'Europe, lui donner la dimension du socialisme. Nous refusons le socialisme ou l'Europe. A nos détracteurs je réponds, l'Europe pour mieux établir le socialisme.

Faire l'Europe, notre manifeste est là pour témoigner de l'immensité du travail à accomplir et des réponses que nous sommes à même de donner aux interrogations ainsi posées. Je conclurai mon propos par deux observations seulement :

La première sera pour vous dire ma satisfaction. Celle des socialistes français. Notre groupe au Parlement Européen ne sera pas la simple addition de visions différentes de l'Europe, il trouvera dans ce travail dont il faut remercier Enrique BARON, plus de cohérence, plus d'unité et par conséquent un élan nouveau.

Quelle Europe ? Ce sera ma seconde observation. Longtemps on a considéré qu'il suffisait d'aller le plus loin possible dans chaque politique commune pour construire une identité européenne. Et il est exact que chaque avancée, et en tout premier lieu l'achèvement du marché intérieur, est de

la plus haute importance.

Mais l'Europe est désormais vécue par le concitoyen comme un pouvoir, parfois comme conflit, souvent comme fatalité en tout cas comme une réalité politique qui devient de plus en plus familière. C'est vrai des agriculteurs, mais c'est vrai aussi des autres catégories c'est bien ce qui milite en faveur d'un renforcement du rôle de notre Union des partis.

Nous devons avancer dans la construction d'une Europe socialiste bien sûr. L'Europe peut très bien s'édifier sur une base démocrate-chrétienne ou conservatrice. C'est dire que derrière la technique, derrière chaque règlement, en filigrane, à chaque décision du Conseil des Ministres, s'impose une réalité politique de l'Europe.

Il y a l'Europe telle qu'elle se construit, à partir des travaux de la commission. L'élan acquis doit beaucoup à l'impulsion donnée par Jacques DELORS qui a su, dans son premier mandat, comme il le saura dans le second, gérer avec pragmatisme le présent, sans jamais perdre de vue la perspective qui est celle de l'Union européenne. Nous avons

confiance.

Il y a l'Europe des risques, nous en avons conscience. C'est vrai, certaines décisions seront lourdes. Il faudra beaucoup de volonté pour éviter par exemple que la nouvelle fiscalité de l'épargne ne se traduise en France par un amincissement de l'effet redistributif de l'impôt. Le problème des marges de manoeuvre se trouve posé en permanence à la mesure des succès économiques de chaque Etat. Sans doute conviendra-t-il dans certains domaines de prendre le temps de trouver un nouvel élan. Au jeu de l'oie, il arrive que l'on doive reculer de quelques cases pour mieux repartir ensuite de l'avant. Ce n'est qu'une image, mais elle se veut symbolique de la manière dont nous nous engageons sur le chemin de l'Europe.

Mais, nous avançons, une exigence, l'Europe sociale. L'Europe sociale elle-même, sera complexe à mettre en oeuvre. On nous opposera les différences de législation, la contradiction de nos systèmes de protection sociale, la difficulté à faire évoluer les mentalités. Si la volonté n'est pas au rendez-vous, il n'y aura pas d'Europe sociale. Et la solidarité sera le parent pauvre des politiques

communes.

Tout ici est question d'acteurs. N'attendons pas une vision commune des Etats eux-mêmes. Quels qu'ils soient ils suivront le mouvement bien plus qu'ils ne le précéderont. L'important est de fixer un cadre et d'avoir une volonté. Les rencontres entre syndicats au sein de la C.E.S. notamment, doivent être privilégiées. Mais la politique et les partis politiques doivent aussi et surtout jouer leur rôle. Nous avons ici à prendre nos responsabilités.

Nous avons eu à prendre nos responsabilités et à tout mettre en oeuvre pour harmoniser nos législations sur ce qui est le mieux. La progression socialiste dans nos Etats a naturellement accompagné les progrès sociaux.

L'avancée européenne dans les esprits de nos concitoyennes et concitoyens suivra les progrès sociaux. L'Europe de proximité sera sociale, l'Europe des travailleurs, de l'ensemble des salariés, sera sociale. Toute régression serait fatale, toute avancée sera décisive. Une Europe sociale dépend de l'approfondissement de notre action, de notre cohésion et de la volonté de nos partis et des grandes

organisations sociales de nos pays. C'est vrai que ce qui nous unit, c'est finalement notre diversité culturelle.

Paradoxe, peut-être pas. L'Europe ne sera jamais le fruit d'une identité commune. Elle sera l'acquis d'une claire conscience de nos différences.

Mais elle sera le résultat d'une claire conscience de ce qui nous unit : la progression de nos idées socialistes. 1989 L'année du bi-centenaire de la Révolution, la proclamation des droits de l'Homme, Liberté, Egalité, Fraternité, ont besoin dans le monde d'une nouvelle frontière et d'une nouvelle révolution. Elles s'appellent l'Europe, si nous le voulons.